

Spécial Projet Darmanin

EDITO

Un seul mot d'ordre : RETRAIT !

Les attaques que nous vivons aujourd'hui sont sans commune mesure avec ce que nous avons pu connaître précédemment. Il s'agit d'attaques contre notre statut de fonctionnaire et nos missions. Les deux sont extrêmement liés car, pour transformer la DGFIP, le gouvernement veut mettre fin à nos droits et à nos garanties. C'est ce à quoi s'attaque la loi dite « Fonction Publique ».

Son objectif est simple : détricoter encore plus notre statut en mettant fin aux CAP, en introduisant un pouvoir disciplinaire plus fort des directeurs, en instaurant un recours accru aux contractuels, en mettant en place des plans de départs dits « conventionnels » et des aides plus importantes à la mobilité oui, mais forcée. Tout cela est présenté sous l'axe d'une volonté officielle de modernisation de la Fonction publique, mais l'objectif « non officiel » est tout autre : supprimer 120 000 fonctionnaires dont 50 000 dans la Fonction publique d'état. Sous couvert de « géographie revisitée » ou de « déconcentration de proximité », c'est une réforme sans précédent de la DGFIP que nous allons connaître, l'Assemblée Nationale ayant voté cette loi le 28 mai. Pour la seule DGFIP, ce sera de l'ordre de 20 à 25 000 emplois détruits. Dans ces conditions, qui peut espérer muter dans les prochaines années puisque aucune structure n'échappe à la saignée ? C'est la fin de la mobilité choisie.

Concernant les fameux accueils de proximité, véritable fer de lance de la nouvelle Fonction Publique claironnée par le gouvernement, nous n'avons pas ou peu d'informations. Une seule chose est sûre, cela ne sera pas une structure DGFIP. La piste la plus évoquée serait une Maison France Service (M.F.S... acronyme évocateur),

où les agents viendraient de manière variable, en fonction des rendez-vous programmés. C'est la fin d'une organisation du réseau identique sur tout le territoire, où chaque contribuable a accès aux mêmes types de Services publics.

Sur le 93, le projet présenté entérine la fermeture du site de Pantin, la fermeture des trésoreries de Stains, Epinay sur Seine, Le Raincy, Livry, la Recette des finances ; le transfert de certains SIE et les PCE qui devraient suivre. Sur Bobigny, la CGT FIP en lien avec l'UD et la CGT des territoriaux de Bobigny ont contribué à mettre en échec le projet d'agence comptable.

Il s'agit bien de mettre fin à toute une série de missions, par des choix fiscaux : la fin de la taxe d'habitation, mise en place du prélèvement à la source et ses conséquences, mais aussi de missions de Services Publics : fin du numéraire à la DGFIP (avec l'exception de dons pour la reconstruction de la toiture d'une cathédrale...), création d'agences comptables, externalisation du Cadastre, attaque sur la séparation ordonnateur/comptable, etc. D'ores et déjà, un appel à la grève de la CGT et des autres organisations syndicales est prévu le 16 septembre contre le projet DARMANIN.

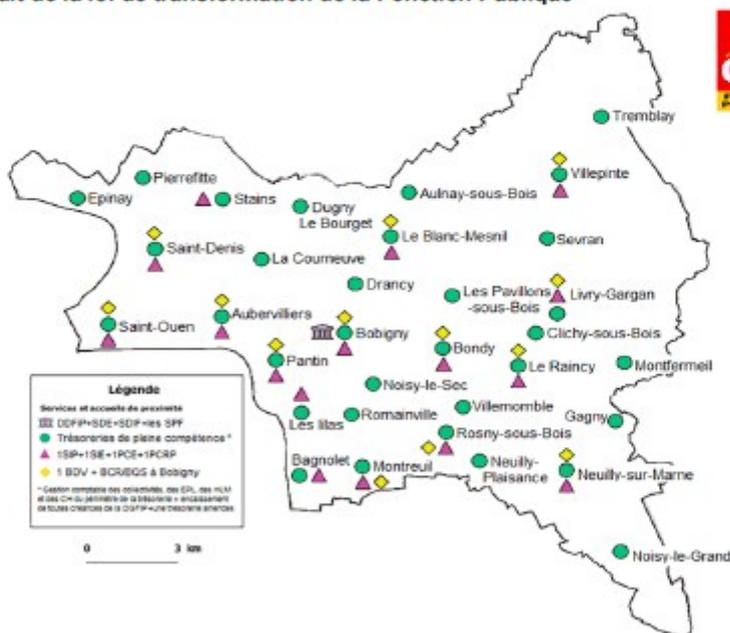
Pour sa part la CGT FIP 93, réaffirme qu'il n'y a pas de concertation possible, elle mettra tout en œuvre (réunion d'informations, tournées de services...) pour mettre en échec cette contre-réforme. Elle appelle tous les agents à se réunir, à discuter des modalités d'action.

Pour faire reculer le ministère, seule la grève dans l'unité de toute la DGFIP, avec leurs organisations syndicales, tous ensemble, au même moment.

**Plus que jamais : Retrait du plan Darmanin dit de « réseau de proximité ou géographie revisitée »
Retrait de la loi de transformation de la Fonction Publique**

La proposition de
la CGT.

Pour le massacre,
voir page 4.



Le Mouton **NOIR** Le Mout

DOSSIER Maisons France Services : ersatz* de service public ?

Les cartes de la géographie revisitée indiquent toutes des points de contacts supplémentaires pour les usagers. Mais si... les points bleus... ! Sauf que nous ne sommes pas dupes de l'enfumage proposé par Darmanin et Cie : ces « accueils de proximité » **NE SONT PAS DES SERVICES DE LA DGFIP !**

Par ailleurs, ces structures ne respectent ni les missions ni les statuts des agents qui seraient concernés. Voici les grandes lignes de la circulaire du premier ministre relative à la création de France Services...

La gouvernance : le préfet	⇒	Nous n'avons aucune information concernant le statut des agents. Le texte précise que l'État pourra mettre des agents à disposition. Pour les agences comptables l'option retenue était le détachement d'office dans la FP territoriale...
Qui : 2 agents minimum affectés à plein temps ou à temps partiel en « front office » (!).	⇒	Tous les partenaires de cette politique publique seront impérativement présents dans chaque structure : La Poste, CNAV, CNAM, CNAF, MSA, Pôle emplois et ministères de la justice, de l'intérieur et des comptes publics.
Les structures seront ouvertes au moins 24 heures par semaine mais également en soirée et /ou les week-ends et jours fériés si besoin.	⇒	Le statut des agents est donc bien piétiné. Les règles dénoncées du secteur privé s'appliquent maintenant à la fonction publique.
Les fermetures exceptionnelles devront faire l'objet d'une information préalable au moins une semaine à l'avance.	⇒	Autrement appelé : « abrogation du droit de grève » ...
Pour quoi faire : préparer sa retraite, trouver un emploi, se faire rembourser des soins, faire établir des papiers d'identité, faire face à un litige, déclarer ses revenus, envoyer un colis...	⇒	Des agents polyvalents donc... en charge de proposer une alternative numérique aux problèmes rencontrés par les usagers ! Dans ces conditions il est évident que la qualité du service va en pâtir, nous passerons de spécialiste dans notre domaine à conseiller application.

Plus précisément pour les missions de la DGFIP, il s'agira d'orienter les usagers vers l'interlocuteur compétent, d'aider à la prise de rendez-vous en ligne, d'**assurer l'accueil physique et téléphonique**, accéder aux documents fiscaux, **de présenter les principales fonctionnalités du site impots.gouv.fr** et de favoriser l'utilisation des autres services numériques pour le **paiement des amendes**, des factures locales, ou l'**achat de timbres électroniques**. Heureusement, nous pouvons être rassurés, notre directeur général nous explique que ces transformations nous permettront d'endosser de nouvelles responsabilités en exerçant des missions attractives... De qui se moque-t-il ?

*Ersatz : produit utilisé pour en remplacer un autre qui est devenu rare ou qui est considéré comme nocif ou trop coûteux. Ex. : pour le gouvernement, les services de la DGFIP...

ON NOIR Le Mouton NOIR



93 : il paraît qu'on est plutôt épargné...

Qu'est-ce qui ferme :

- La trésorerie de Stains
- La trésorerie d'Épinay-sur-Seine
- La recette des Finances de Saint-Denis
- Le Centre des Finances Publiques de Pantin
- Le Centre des Finances Publiques de Noisy-le-Sec

Où atterrissent les services fermés ou déménagés ?

- A Aubervilliers : le SIE de Pantin et les trésoreries d'Épinay-sur-Seine et de Stains qui seront fusionnées pour créer un service de gestion comptable ;
- A Bobigny : le SIP de Pantin et le SIE de Noisy-le-Sec ;
- A Neuilly-sur-Marne : le SIE du Raincy et la partie recouvrement de la Trésorerie mixte de Noisy-le-Grand ;
- A Noisy-le-Grand : les trésoreries de Livry-Gargan, du Raincy et de la partie SPL de Montfermeil fusionnés pour créer un service de gestion comptable ;
- A Rosny-sous-Bois : la Trésorerie impôts de Bondy, le SIP de Noisy-le-Sec ;
- A Saint-Denis : Le SIE de Saint-Ouen ;
- A Saint-Denis CH : le travail de la trésorerie hospitalière de celle de Garges-lès-Gonesse (95), mais probablement pas les agents...
- Villepinte : les SIP fusionnés du Blanc-Mesnil et d'Aulnay-sous-Bois, le SIE de Livry-Gargan et celui d'Aulnay-sous-Bois ;
- On pourrait ajouter qu'en cas de déménagement d'un SIE de rattachement, le PCE devraient suivre le mouvement.

Ces changements vont concerner directement au moins un agent sur sept !

La Direction nous explique, à grand renfort de simulation sur Google, que cela ne change pas grand-chose au niveau temps de transport. Pourtant, cela revient à oublier la région parisienne et ses bouchons, car étonnamment les agents travaillent à des heures de bureau...

Une autre grande inconnue est la possibilité de faire tenir tous les agents de Bobigny quand il n'y aura plus que Berlioz... À la vue de l'effectif à concentrer dans ce bâtiment, w pressenti comme déjà trop petit, quel est le plan de secours ? Tous au Centre National d'Information Routière de Rosny-sous-Bois, réputé pour sa facilité d'accès ?

Dernière inconnue, et non des moins des moindres, quel est le volume des suppressions d'emploi ? On le sait, la fusion est le prélude à suppression d'emploi puisque les fonctionnaires sont un coût pour l'État que le gouvernement entend bien faire diminuer ! Entre la mobilité forcée, la volonté de supprimer les moyens de défenses des agents (fusion des comités techniques et des CHST et suppression

de la compétence des CAP en matière de mutations et mobilités) et la disparition de centre complet, il n'y a pas besoin d'être trop imaginaire pour savoir que notre ministère compte dégager des agents. Si on rassemble tout cela avec un recours accru aux contractuels et la casse du reste du statut on obtient une situation proche de celle de France Télécom. Peut-on laisser les choses en arriver là : perdre le sens de nos missions, perdre nos conditions de travail, perdre nos emplois ?!

Le Mouton NOIR

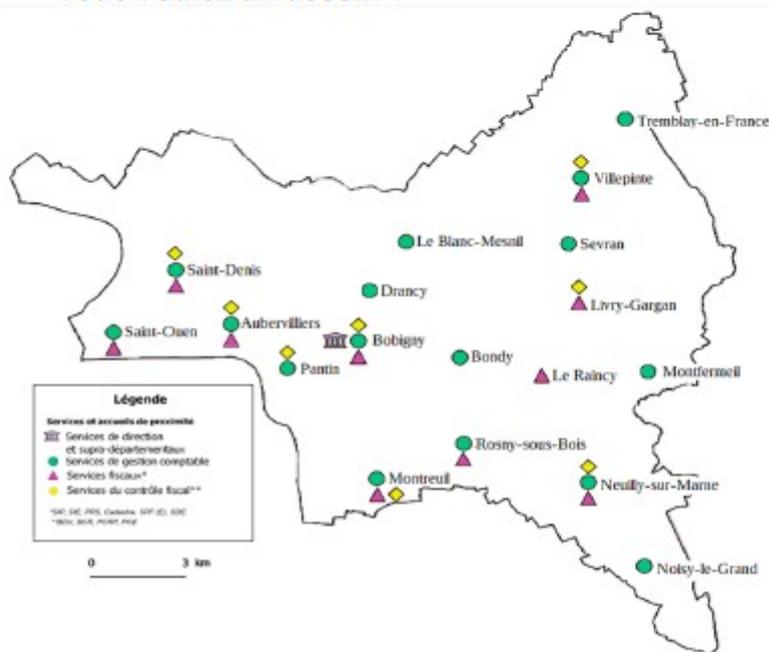


Mauvaise humeur

Plan Darmanin : Poudre de Perlimpinpin et langue de bois

Vous voulez un dessin ?

La restructuration dans le 93 avec poudre de perlimpinpin



La restructuration dans le 93 sans langue de bois

FINANCES PUBLIQUES

MÊME PLUS L'IMPÔT SUR LES OS

